



**CCI FRANCE  
MADAGASCAR**

# L'ÉCO

## de la semaine

---

27 Avril au 03 Mai 2024

# SOMMAIRE

Salon de l'élevage : Coup de pouce aux filières porteuses.....	2
ESPA Vontovorona : L'atelier Luban doté d'équipements de pointe.....	2
Propriété intellectuelle : L'Omapi célèbre ses trente ans.....	3
Projet ODOF : Les producteurs de miel visent l'exportation .....	3
16e édition de la FEPA : Une race américaine de poule pondeuse introduite à Madagascar .....	3
Incubateur énergies durables : une cinquantaine de projets seront soutenus.....	4
Consommation : Baisse des importations de riz .....	5
Intégration régionale : Le secteur privé s'intéresse au marché africain .....	5
Japon - Madagascar : Renforcement de la coopération bilatérale .....	6
Contrôles fiscaux : La DGI et le GEM, à la recherche de solutions concertées.....	6
Agroécologie : Professionnalisation des maîtres formateurs sur les techniques de vulgarisation.....	7
EDBM - Afreximbank : Lancement des plateformes numériques au profit du secteur privé.....	7
Facilitation des échanges : Un portail d'informations commerciales en place .....	8
Proche-Orient : une trêve difficile à négocier .....	8
Import / Export: une avancée majeure vers la digitalisation.....	8
Portail d'Informations Commerciales .....	9
Commerce extérieur: la conquête du marché canadien se poursuit.....	9
Crise infrastructurelle: les opérateurs touristiques tirent la sonnette d'alarme.....	10
Exploitations minières: le projet Taratra pour la gestion transparente des ressources naturelles .....	10
INTERNATIONAL TOURISM FAIR 2024 : Opération de charme vers l'Afrique.....	10
Centrale hydroélectrique : L'autonomie énergétique concrétisée à Behenjy.....	11
Niches d'exportation : Des entreprises en mission au Canada .....	12
Appui à l'entrepreneuriat .....	12
Apiculture : Une miellerie moderne à Belo Tsiribihina .....	13
Filière vanille: près de 200.000 ariary pour devenir exportateur .....	13

## Salon de l'élevage : Coup de pouce aux filières porteuses

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 27 AVRIL 2024

**La deuxième journée de la Foire de l'élevage et de la production animale (Fepa) a connu une affluence considérable. L'objectif principal était de mettre en lumière les filières porteuses dans le secteur de l'élevage.**

C'est une opportunité avantageuse pour les petites et moyennes entreprises ainsi que pour les associations de producteurs. Diverses filières en plein essor suscitent un vif intérêt de la part des particuliers et des entrepreneurs en herbe. La deuxième journée de la Foire de l'Élevage et de la Production Animale a enregistré une forte affluence dans divers stands, mettant en avant des secteurs d'activités «tendance» de la filière élevage. C'est précisément l'objectif de cette foire, qui en est à sa 16e édition. Les organisateurs de la Fepa ont constaté un accroissement de l'intérêt pour la filière élevage au cours des quatre dernières années. C'est pourquoi il est crucial d'appuyer les professionnels du secteur en facilitant leurs investissements et en leur offrant une plus grande visibilité. «Notre objectif est de développer l'élevage et la filière en général. À travers cette foire, nous visons à sensibiliser sur les réalités du secteur afin de trouver ensemble des solutions», ont affirmé les organisateurs, les Malagasy Professionnels de l'Élevage.

### Filières prometteuses

Certaines filières commencent à se distinguer. Parmi celles-ci, on trouve par exemple celle des lapins géants de Flandre, une race importée de Belgique qui rencontre un franc succès à Madagascar, notamment à travers les cercles cuniculteurs. Les véritables vedettes de la Foire sont ces lapins qui captivent les visiteurs et suscitent un grand intérêt. Herilala Daniela, professionnel de cette filière, explique à quelques visiteurs que «pour un géant de



Flandre adulte âgé entre deux et trois mois et demi, le prix est compris entre cent cinquante mille et deux cent mille ariary, tandis qu'à partir de quatre mois et jusqu'à dix mois et plus, les prix peuvent varier entre quatre cent et neuf cent mille ariary». Ces prix n'effraient pas les acheteurs, qui passent des commandes pour deux ou trois animaux, ainsi que pour les intrants liés à ce type d'élevage. «L'élevage de lapins est en plein essor, c'est un créneau prometteur à explorer, concède Haja, un éleveur de lapins domestiques. À quelques mètres de là, un autre type d'élevage, plus contemplatif cette fois-ci, attire également l'attention. Il s'agit d'un stand où sont exposées des carpes aux tâches noires et rouges/orangées vives, qui attirent une petite foule. « Ce sont des carpes «Koi» ou carpes d'ornement. Elles sont élevées principalement dans les aquariums en raison de leurs couleurs vives et éclatantes », explique un responsable du stand, sous le regard émerveillé de quelques élèves venus en sortie de classe pour la foire.

## ESPA Vontovorona : L'atelier Luban doté d'équipements de pointe

MAMINIRAINY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 27 AVRIL 2024

Hier, à Vontovorona, l'École supérieure polytechnique d'Antananarivo (ESPA) a officiellement reçu et mis en service des équipements de pointe dans les domaines de l'électricité industrielle, de la domotique, des télécommunications, de l'informatique et de la construction automobile. Ces équipements sont destinés aux travaux pratiques et de perfectionnement des étudiants formés à l'Atelier Luban, un centre de formation professionnalisant spécialisé dans ces secteurs.



Le président de l'ESPA a souligné l'importance de ces équipements pour les étudiants, soulignant « qu'ils seront essentiels pour les travaux pratiques qui rendront les étudiants opérationnels dès la fin de leur formation ». Cette formation de techniciens supérieurs, qui s'étend sur trois

ans et délivre un diplôme de licence professionnelle, a été lancée dans le cadre d'un partenariat renforcé débuté en 2019, impliquant l'université d'Antananarivo, l'ESPA et des institutions éducatives chinoises. Fidiniavo Ravokatra, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique par intérim, a salué ces équipements comme étant conformes aux piliers de la Politique Générale de l'État, favorisant ainsi la pratique et l'apprentissage concret pour les étudiants.

### Compétences techniques

Cette nouvelle phase d'équipement, qui inclut des technologies de pointe en électricité industrielle, télécommunications, informatique et construction automobile, s'inscrit dans un contexte de renforcement des partenariats entre l'ESPA, l'université d'Antananarivo et des entreprises chinoises à Madagascar. Ces efforts visent à former et à préparer les étudiants pour des carrières directement dans les industries et les télécommunications.

Le professeur Mamy Ravelomanana, président de l'université d'Antananarivo, a souligné les grandes lignes de cette initiative, qui consiste à s'aligner sur d'autres ateliers Luban à travers des programmes de formation répondant aux besoins des entreprises malgaches et chinoises, notamment dans les domaines de la domotique, des télécommunications et de la construction automobile.

## Propriété intellectuelle : L'Omapi célèbre ses trente ans

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 27 AVRIL 2024

Juxtaposée à la célébration de la Journée mondiale de la propriété intellectuelle, la commémoration du trentième anniversaire de l'Office malgache de la propriété intellectuelle (Omapi) s'est déroulée à Antsirabe. Plusieurs événements ont eu lieu dans la ville thermale, commençant par des conférences sur le thème de la propriété intellectuelle dans les universités de la région, ainsi que dans ses instituts de formation professionnelle. Les Forces de l'ordre ont également été sensibilisées à l'application des droits de propriété industrielle. En cas de violation de ces droits, les contrevenants encourent une peine de trois mois à deux ans de prison, selon la gravité des infractions.

Les litiges liés à la propriété intellectuelle et industrielle sont nombreux, pourtant peu ont été retenus dans les annales comme ayant abouti à des sanctions. Les cas de plagiat et de vol de projets sont fréquents, mais relativement peu de procès de ce genre ont abouti à des condamnations de la part des autorités judiciaires. En ce qui concerne la propriété industrielle, la loi stipule que les titulaires de droits de propriété industrielle jouissent de droits absolus et exclusifs sur leur protection. Ils ont également le droit de revendiquer la priorité de leurs droits et de leurs inventions. Créée en 1994, l'Omapi est une organisation chargée de veiller au respect de la propriété intellectuelle et industrielle.

## Projet ODOF : Les producteurs de miel visent l'exportation

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 29 AVRIL 2024

**Une unité de raffinage de miel a été officiellement remise à une coopérative de producteurs à Tolagnaro, samedi dernier. L'exportation de la production est en ligne de mire.**

Avec une capacité de traitement de 100 litres par heure, l'unité de raffinage de miel installée à Tolagnaro promet des performances remarquables. Cette unité de raffinage a été officiellement remise par Andry Rajoelina, président de la République, à la coopérative SOAVAGRI, dont les membres sont les bénéficiaires. La cérémonie s'est déroulée dans les locaux de la Chambre de commerce de la région Anosy, à Tolagnaro, samedi dernier. D'emblée, l'ambition de conquérir le marché international a été affirmée, un défi que les producteurs de miel du district de Tolagnaro comptent bien relever, à en juger par leurs échanges avec le chef de l'État. Cette initiative marque une étape importante dans le développement de l'industrie apicole locale et ouvre de nouvelles perspectives pour les producteurs de miel de la région. Les producteurs de miel à Tolagnaro ont des arguments à faire valoir. Ils produisent différents parfums de miel, offrant ainsi aux consommateurs un large choix. Du miel de niaouli, de cactus, de baie rose, du miel polyfloral, entre autres, sont proposés. « Le raffinage par le biais de l'unité industrielle permettra d'atteindre la norme de qualité requise par le marché international », explique le représentant des membres de la coopérative SOAVAGRI.

### De qualité

Le raffinage s'effectue par distillation à basse pression afin de ne pas altérer l'arôme et le goût. Le miel raffiné présente un taux d'humidité inférieur à 11% et est



également stérilisé. De plus, cette unité industrielle dispose d'une ligne de mise en bouteille avec une cadence de trente pots de miel par minute. « Madagascar peut tout à fait exporter du miel de qualité », souligne ainsi le président de la République. L'unité de raffinage de miel remise samedi s'inscrit dans le cadre du projet «One district, one factory» (ODOF), ou «Taninketsa industrialy», mis en œuvre par le ministère de l'Industrialisation et du Commerce. Soixante unités industrielles sont ainsi installées dans tout le pays dans le cadre de ce projet. Le projet ODOF est une déclinaison au niveau local des actions visant à concrétiser l'industrialisation du pays, l'un des trois piliers de la Politique générale de l'État (PGE). Cette industrialisation vise à produire et transformer localement tout ce dont la population a besoin, dans le but de stimuler l'économie du pays. De plus, la conquête du marché international est également dans les plans.

## 16e édition de la FEPA : Une race américaine de poule pondeuse introduite à Madagascar

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 29 AVRIL 2024

**Une grande affluence de visiteurs a été observée lors de la Foire de l'Élevage et de la Production Animale (FEPA), dans sa 16e édition, organisée par le Malagasy Professionnels de l'Élevage (MPE), sous tutelle du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage à Nanisana.**

De nombreux produits innovants y ont été à l'honneur. A titre d'illustration, une nouvelle race américaine de poule pondeuse a été introduite à Madagascar. « Il s'agit de la

race Wyandotte qui a été exposée durant cette foire de l'Élevage et de la Production Animale. C'est une grande poule pondeuse et d'ornement. Elle peut pondre entre 250 et 300 œufs par an à partir de 6 mois avec une durée de vie de 7 à 8 ans. Son poids peut également atteindre 4kg», selon les explications d'un responsable de la ferme de Bevarina, exposant à la FEPA à Nanisana, durant quatre jours. L'unité à 120 000 Ar En outre, cette race de poule Wyandotte provenant des États-Unis, est réputée pour sa



capacité d'adaptation, sa sociabilité et son intelligence. Ainsi, « elle s'adapte facilement à l'environnement de l'élevage à Madagascar. Cette nouvelle race de poule pondeuse et d'ornement a été très prisée par les visiteurs. En effet, lors de la première journée de la foire, ses poulets âgés de 2 mois se sont vendus en l'espace de quatre heures d'exposition. L'unité s'est acquise à 120 000 Ar », a-t-il ajouté. Et lui de préciser que la poule Wyandotte dispose de trois couleurs, à savoir, argenté, doré saumon et marron. Les races importées de poulet comme Australorp et Sussex ont également attiré de nombreux visiteurs.

#### **Produits agricoles bio**

Par ailleurs, d'autres exposants à la FEPA ont proposé, de leur côté, différentes provendes de fabrication artisanale 100% bio ou bien industrielle, qui sont adaptées à tout

type d'élevage tels que l'aviiculture, l'élevage porcine et la pisciculture, sans oublier l'élevage bovin. Etant donné que le secteur de l'élevage est interdépendant à l'agriculture, la promotion des produits agricoles bio et l'agro-écologie constitue également la particularité de cette Foire dans sa 16e édition. Des paysans se professionnalisent entre autres en matière de fabrication de lombricomposts, des composts BSF et des pesticides naturelles permettant de lutter contre les insectes ravageurs pour tout type de cultures. « Ces composts procurent de nombreux avantages pour les agriculteurs. Ils favorisent entre autres, la limitation des maladies chez les végétaux et la croissance des plantes. Ils améliorent en même temps la capacité de rétention d'eau et la structure des sols tout en apportant les éléments nutritifs indispensables aux végétaux tels que l'azote, le phosphore et le potasse », a évoqué un technicien.

#### **Dégustations**

Ce n'est pas tout ! Les visiteurs ont pu savourer de nombreuses dégustations de produits d'élevage. On peut citer, entre autres, des saucisses de poulets, des brochettes de lapin, des poissons frits et des magrets de canard ainsi que des yaourts aux différents parfums, des fromages et des œufs de races importées. L'objectif de MPE vise à promouvoir les filières porteuses tout en incitant la population à consommer les produits d'origine animale. Hormis cela, les visiteurs de la 16e édition de la FEPA ont été stupéfaits par la démonstration canine et ont beaucoup apprécié le jeu tombola.

## **Incubateur énergies durables : une cinquantaine de projets seront soutenus**

ARH. | LES NOUVELLES | 29 AVRIL 2024

**L'Incubateur énergies durables (IED) est opérationnel à Madagascar. Il s'agit d'un système financier innovant pour la promotion de l'énergie durable. L'IED aura à la fois à incuber et à soutenir une cinquantaine de startups et petites et moyennes entreprises (PME) porteuses de projets à Madagascar.**

«L'IED œuvrera à la promotion du secteur énergétique à Madagascar et soutiendra une cinquantaine de projets novateurs dans le cadre du programme conjoint de Financement intégré des énergies durables (Fier) du Système des Nations Unies et du Gouvernement de Madagascar», a expliqué la Représentante Résidente de l'Onudi à Madagascar, Volatiana Rakotondrazafy en marge du lancement de l'IED, au Novotel Alarobia. Contrairement aux incubateurs traditionnels, l'IED offre un soutien stratégique et opérationnel aux entrepreneurs pour la création et la réalisation de projets novateurs dans le domaine de l'énergie durable, de la cuisson propre et de l'efficacité énergétique. «Cet accompagnement comprend un appui technique, financier et opérationnel visant à renforcer les capacités des entreprises, à affiner leurs modèles économiques et à les rendre attrayantes vis-à-vis des investisseurs», a ajouté Volatiana Rakotondrazafy.

#### **80.000 personnes ciblées**

Mis en œuvre par le ministère de l'Economie et des Finances (MEF), le ministère de l'Energie et des hydrocarbures (MEH) ainsi que celui de l'Environnement et du développement durable (Medd) avec l'appui du Pnud, de l'Onudi et de l'UNCDF, ce projet mené jusqu'en 2026, cible au moins 80.000



personnes dont 40 % de femmes et 40 % de jeunes. «La liste des projets pouvant être soutenus n'est pas exhaustive, à part le domaine de l'électrification, l'énergie de cuisson, de chauffage... est aussi concernée, soit tout projet pouvant satisfaire la demande en énergie», comme l'a indiqué le secrétaire général du MEH, Thierry Andriantsoa. A vrai dire, l'IED apportera son soutien aux entreprises qui ne sont pas encore prêtes à investir ou en train de concevoir leur projet, mais ont besoin d'une assistance technique pour développer leur modèle économique. L'accent est mis sur les PME ou les startups qui proposent des solutions énergétiques durables. L'objectif final est d'aider ces entreprises pour être prêtes à des projets d'investissement et potentiellement bénéficiaires d'un fonds pour la réduction des risques. Après ce lancement, l'appel à projets, le concours d'innovation et le programme d'accompagnement, seront les prochaines étapes.

# Consommation : Baisse des importations de riz

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 30 AVRIL 2024

**L'Observatoire du riz a noté dans son bulletin mensuel une nette régression des importations de riz depuis six mois, une situation inattendue mais bien réelle.**

Un miracle. Alors que tous les paramètres semblaient indiquer une hausse considérable des importations de riz, les faits montrent le contraire. Selon les chiffres publiés par l'Observatoire du riz dans le dernier numéro de son bulletin mensuel, les importations de riz sont en nette baisse depuis six mois.



Le bulletin évoque une véritable chute des importations de riz. Les importations s'élevaient à 71 735 tonnes en janvier 2023, elles sont tombées à 19 500 tonnes en janvier dernier, soit une baisse de l'ordre de 72,81%. Cette situation paradoxale survient alors que les différentes intempéries

ayant frappé le pays cette année, et l'augmentation exponentielle de la population auraient normalement dû faire exploser les importations. L'Observatoire du riz souligne que cette baisse est due à une augmentation de 9% de la production locale entre 2022 et 2023, une explication valable étant donné les efforts déployés dans l'amélioration des techniques de production et des semences depuis plusieurs années.

## Aucune pénurie

Il faut également souligner le rôle crucial joué par le ministère de l'Industrie et du Commerce dans l'assurance d'un approvisionnement régulier et stable en riz dans toutes les régions, durant la période cyclonique. Aucune pénurie n'a été constatée malgré le mauvais état des routes, qui compliquait l'acheminement des marchandises. Les prix ont donc été relativement stables, sauf dans les zones plus isolées. La performance est d'autant plus importante que les conjonctures ne se prêtaient pas à une baisse des importations sans risquer une pénurie. Les chiffres sont éloquentes : en 2022, le total des importations de riz s'élevait à 744 846 tonnes, contre seulement 424 007 tonnes en 2023, soit un écart de 320 839 tonnes. Cerise sur le gâteau, avec la baisse des importations, les prix du riz sur le marché commencent également à fléchir, une baisse de 0,6 à 3,2% du prix du riz blanc chez les détaillants ayant été constatée dans certaines régions, notamment dans la région Analamanga et la région Alaotra-Mangoro. Pourvu que cela dure.

# Intégration régionale : Le secteur privé s'intéresse au marché africain

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 30 AVRIL 2024

**Une délégation de la Banque Africaine d'Import-Export est actuellement dans nos murs. Elle a entamé sa mission avec le secteur privé et ses démembrés dans le but de promouvoir deux outils digitaux.**

Une fenêtre de tir. « Les entités malgaches pourraient bénéficier pleinement des avantages du commerce et de la finance à l'échelle internationale ». C'est le constat qui jaillit du premier jour du roadshow effectué par une délégation de la Banque d'Import-Export Africaine (Afreximbank). Cette institution financière panafricaine fait savoir que des outils digitaux peuvent être mis au service des acteurs du secteur privé. En tout cas, ceux qui veulent se tourner vers le marché africain. Il s'agit de deux plateformes numériques, l'Africa Trade Gateway (ATG) et « Mansa », qui permettent de faciliter l'accès au marché africain pour les diverses entités économiques de la Grande Île.

## Opportunités d'affaires

Maureen Nneka Mba, cheffe de l'initiative « Mansa » auprès de l'Afreximbank explique que « l'ATG est une plateforme intégrée par Afreximbank, offrant des outils pour le e-commerce et l'intelligence de marché et bien d'autres domaines. Elle vise à soutenir le commerce intra-africain ». « Mansa quant à elle, est une plateforme offrant des profils gratuits pour les entités africaines et vise à éliminer les asymétries d'information dans le commerce africain ». Hier, en tant que chef de la délégation de cette banque africaine,



elle a conduit ses collègues à une réunion fructueuse avec les représentants du secteur privé, ainsi que la Fédération des chambres de commerce et d'industries de Madagascar (FCCIM) et la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Antananarivo. La rencontre s'est déroulée à Antananarivo, au siège de l'Economic Development Board of Madagascar (EDBM). Des opportunités d'affaires se dessinent clairement pour le secteur privé. Les acteurs économiques redoublent d'efforts pour renforcer leurs capacités et accroître la compétitivité de leurs produits, afin de mieux répondre aux exigences du marché africain. Lors des discussions entre le secteur privé et l'institution financière panafricaine, l'intégration régionale et le commerce intra-africain ont été des sujets clés. À travers le prisme de la

Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (Zlecaf), ces plateformes pourraient jouer un rôle crucial en facilitant l'accès des opérateurs du secteur privé au financement et aux paiements transfrontaliers en monnaie locale, comme l'a souligné Josielle Rafidy, directrice générale de l'EDBM, à l'issue de la réunion. En somme, ces initiatives visent à stimuler le commerce régional et à créer un environnement propice à la croissance économique. L'engagement de l'Afreximbank avec Madagascar est une étape clé dans la promotion d'une culture de la bonne gouvernance parmi les PME africaines, mais aussi pour tirer parti des avantages

du commerce et de la finance continentaux, notamment à travers la Zlecaf. Selon cette banque, cette zone de libre-échange devrait stimuler le commerce intra-africain de 52,3 % d'ici à 2025, mais aussi augmenter les revenus de l'Afrique jusqu'à 450 milliards de dollars jusqu'en 2035. Cela pourrait sortir 30 millions d'Africains de l'extrême pauvreté. À noter que le huitième bloc économique offre un marché de 1,3 milliards de consommateurs potentiels pour le secteur privé. Qui, pour ne pas rater le coche, envisage de rendre leurs produits plus compétitifs.

## Japon – Madagascar : Renforcement de la coopération bilatérale

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 30 AVRIL 2024

Une rencontre entre la ministre des Affaires étrangères japonaise, Kamikawa Yoko, et son homologue malgache, Rasata Rafaravavitafika, s'est tenue le 27 avril, au cours de laquelle plusieurs sujets ont été abordés. La ministre japonaise a fait part de son soutien et de sa sympathie au vu des dégâts occasionnés par le récent cyclone dans le Nord du pays, soulignant l'importance de Madagascar en tant que partenaire stratégique dans la promotion du Partenariat Indo-Pacifique Libre et Ouvert (FOIP). Les deux ministres ont convenu de renforcer les relations bilatérales et de coopérer sur des questions mondiales lors

des prochaines réunions ministérielles de la TICAD. Elles ont également discuté de la promotion de la connectivité maritime via le port de Toamasina, soutenu par le Japon, et se sont engagées à travailler ensemble sur des projets de développement économique et technologique. La sécurité économique a été un point focal de la discussion. La ministre Kamikawa a souligné l'importance de l'environnement des affaires à Madagascar pour les investissements japonais. La ministre Rasata, de son côté, a exprimé l'espoir que ces investissements contribuent au développement des ressources humaines et à la coopération technique.

## Contrôles fiscaux : La DGI et le GEM, à la recherche de solutions concertées

R. EDMOND. | MIDI MADAGASCAR | 30 AVRIL 2024

**La Direction Générale des Impôts poursuit le dialogue avec le secteur privé. Elle a rencontré le Groupement des Entreprises de Madagascar (GEM) pour discuter d'un sujet brûlant que sont les contrôles fiscaux.**

L'objectif de la réunion qui s'est tenue à l'hôtel Le Louvre est de se concerter pour trouver la meilleure façon de gérer les contrôles fiscaux qui font souvent l'objet de dissensions entre les grandes entreprises contribuables et l'administration fiscale.

### Procédures légales.

Une bonne entente s'installe en tout cas entre les deux parties qui sont plus que jamais convaincues que d'un côté, l'Etat a le droit de percevoir les impôts, et de l'autre, les entreprises ne doivent pas être pénalisées par les contrôles fiscaux qui ne signifient pas nécessairement harcèlement fiscal. « Les contrôles fiscaux sont des procédures légales et nous n'en sommes pas contre, mais nous voulons juste que les règles du jeu soient claires, à la fois pour permettre à l'Etat de collecter convenablement les impôts mais aussi pour permettre aux entreprises de payer ce qui leur est réellement dû », a expliqué le président du GEM, Francis Rabarijohn. Il a d'ailleurs reconnu que les entreprises ne tiennent absolument pas à ne pas s'acquitter de leurs obligations fiscales. Pour sa part, le Directeur Général des Impôts, Germain a insisté sur le fait qu'il n'est en aucun

cas question pour la DGI de procéder à un harcèlement fiscal. « Les contrôles fiscaux sont des procédures normales qui ont toujours existé et notre objectif, à travers ce genre de réunion, est d'améliorer leur exécution », a déclaré le DGI. Toutes les solutions à mettre en œuvre doivent être conformes aux législations en vigueur. Taux de caution. Une intention qui rassure en tout cas le secteur privé qui n'a pas manqué de se réjouir de l'initiative. Laquelle est appelée à apporter des solutions concrètes. Notamment concernant l'ATD, la procédure de recouvrement utilisée par l'administration fiscale. Plus particulièrement le taux de la caution que les entreprises contribuables doivent verser en cas de défaut de paiement. Fixée actuellement à 50% des impôts litigieux, cette caution a toujours été considérée comme un fardeau par les contribuables. L'une des pistes identifiées, lors de la réunion d'hier, consiste soit en l'application de la transaction fiscale soit en une révision du taux de la caution. Bref, l'administration fiscale et le secteur privé s'acheminent vers une collaboration franche et constructive. La DGI a réitéré, hier, sa volonté d'être à l'écoute permanente des contribuables. Il est d'ailleurs à noter que la réunion d'hier n'est pas la première de la série. Une première réunion sur les procédures fiscales a déjà eu lieu le 3 avril dernier. La DGI a également déjà rencontré l'Ordre des Experts Comptables, toujours dans cet objectif de collaboration. D'autres réunions sont encore prévues.

# Agroécologie : Professionnalisation des maîtres formateurs sur les techniques de vulgarisation

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 30 AVRIL 2024

Le Forum du Conseil Agricole Madagascar organise un atelier de formation des maîtres formateurs, sur les techniques de vulgarisation pour la transition agro écologique dans le cadre du projet « Programme mondial pour les petits producteurs agro écologiques et la transformation durable des systèmes alimentaires » ou (GP-SAEP). L'objectif vise à lever les principaux obstacles à la mise à l'échelle de l'agroécologie et à la transition vers des systèmes alimentaires durables pour les petits producteurs. Il s'agit d'une formation intensive de cinq jours destinée principalement aux maîtres formateurs, futurs encadreurs des vulgarisateurs agricoles, afin de les doter de compétences nécessaires pour les soutenir et les

encadrer dans leurs fonctions de transfert de connaissances en agroécologie auprès des petits producteurs. Plusieurs organisations travaillant dans le secteur de l'agroécologie ont également participé à cet atelier de formation organisé par le FCA Madagascar. Ce sera ainsi une opportunité pour connaître et apprendre un des outils de vulgarisation utilisés dans les Champs Écoles Paysans qui est le NELK. Par ailleurs, cet atelier revêt une importance capitale dans le développement des compétences des acteurs clés engagés et opérant dans les régions de Melaky et de Menabe, qui sont les zones d'intervention privilégiées du projet à Madagascar, a-t-on appris.

# EDBM – Afreximbank : Lancement des plateformes numériques au profit du secteur privé

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 30 AVRIL 2024

**Une délégation de l'Afreximbank conduite par Maureen Mba, chef de l'initiative MANSA Digital, entreprend un roadshow à Madagascar.**

L'Afreximbank ou l'African Export-Import Bank constitue la plus grande institution panafricaine de financement du commerce. Deux plateformes numériques, à savoir Africa Trade Gateway (ATG) et l'Initiative MANSA Digital, ont été lancées hier lors de la rencontre avec la délégation de l'Afreximbank, l'EDBM (Economic Development Board of Madagascar) et le secteur privé, dans les locaux de cette agence nationale de promotion des investissements à Antananarivona. « Ces plateformes digitales sont conçues au profit du secteur privé, notamment les PME, les grandes entreprises, les institutions financières et les compagnies d'assurance », a expliqué Josielle Rafidy, Directrice générale de l'EDBM.

à noter que Madagascar fait partie des 51 pays africains qui sont actionnaires de cette institution panafricaine de financement du commerce mais nous n'avons pas encore procédé à la ratification », a-t-elle poursuivi. Parlant de l'Africa Trade Gateway, « il est conçu comme un guichet unique fournissant des services essentiels servant à promouvoir le commerce africain ainsi que la mise en œuvre de l'Accord sur la Zone libre-échange continentale africaine. Cela permet de répondre aux besoins des entreprises tout en facilitant les échanges commerciaux et les investissements », a évoqué, pour sa part, Maureen Mba, le chef de délégation de l'Afreximbank. Il s'agit également d'un outil pour l'e-commerce, l'intelligence de marché, le financement, la logistique et les paiements. En outre, « on peut utiliser la monnaie nationale des pays pour tout paiement du commerce transfrontalier en Afrique », a-t-elle enchaîné.

## Réseautage.

Quant à l'Initiative MANSA Digital, «il s'agit d'une plateforme centralisée de diligence raisonnable pour l'Afrique, soutenue par l'association des Banques centrales africaines et adoptée par l'Union africaine. Elle offre des profils gratuits aux entités africaines et vise à éliminer les asymétries d'information dans le commerce africain, à promouvoir les échanges intra et extra-africain, en mettant l'accent sur les exportations à valeur ajoutée en provenance d'Afrique. Ces plateformes numériques permettent également d'évaluer les risques de criminalité financière », selon toujours ses dires. Les membres du secteur ayant assisté à ce séminaire organisé par l'EDBM ont soulevé que l'intégration dans ces plateformes numériques leur permettra de développer leur réseautage afin de percer le marché qui n'est pas loin du pays. Il est à noter que cette délégation de l'Afreximbank rencontrera des acteurs œuvrant dans le secteur bancaire et celui des assurances ainsi que les acteurs publics durant sa mission de roadshow à Madagascar.



## Paiement en monnaie locale.

« Ce qui leur permettra de bénéficier d'un accès facilité au marché africain, à des informations sur les régulations commerciales ainsi qu'aux opportunités de financement en vue de développer les échanges commerciaux africains dans le cadre de l'intégration régionale pour ne citer que la ZLECAF (Zone de libre-échange continentale africaine). Il est

# Facilitation des échanges : Un portail d'informations commerciales en place

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 02 MAI 2024

**Le Portail d'Informations Commerciales de Madagascar a été lancé mardi. Toutes les informations nécessaires aux opérateurs y sont disponibles.**

Le Portail d'Informations Commerciales de Madagascar (PICM) est désormais disponible, marquant une étape importante dans la simplification et la centralisation des données commerciales. Ce développement orchestré par le ministère de l'Industrialisation et du Commerce, avec le soutien des partenaires techniques et financiers, à savoir la Banque africaine de développement, et l'Union européenne, vise à éliminer les barrières bureaucratiques et à promouvoir une plus grande transparence et prévisibilité des procédures d'exportation et d'importation. Considérons l'exportation de vanille, produit phare de Madagascar. Le PICM offre un guide complet des démarches, depuis la création d'un compte SIG-OC à l'obtention de certificats phytosanitaires. Cela simplifie grandement l'accès aux marchés étrangers et supporte des initiatives comme le projet One District, One Factory (ODOF), en facilitant les procédures d'exportation pour les bénéficiaires des unités industrielles.

## Guides détaillés

Le portail guide également les utilisateurs sur les procédures à suivre pour créer une société coopérative. Ces directives sont essentielles pour les Petites et moyennes entreprises souhaitant établir et développer leurs activités commerciales. Irène Andriamaneho, directrice de la promotion de l'entrepreneuriat au sein du MIC, précise



: «Avec le PICM, les opérateurs accèdent aux dernières législations et formalités nécessaires à la création d'une coopérative, sans nécessiter de déplacement physique aux bureaux du ministère pour obtenir des informations et un accompagnement». Enfin, le portail propose des guides détaillés sur les lois et réglementations commerciales, et propose des conseils pratiques pour naviguer sur les marchés internationaux. En fournissant un accès facile et centralisé à l'information commerciale, le PICM aide à renforcer la compétitivité des entreprises locales et à améliorer la gouvernance des échanges commerciaux. Ce faisant, il contribue à créer un environnement d'affaires plus équitable et efficace à Madagascar. Les opérateurs peuvent visiter le site sur le lien : [www.pic.commerce.mg](http://www.pic.commerce.mg).

# Proche-Orient : une trêve difficile à négocier

RABE | MIDI MADAGASCAR | 02 MAI 2024

Au Proche-Orient, le suspense est total. L'espoir de voir la situation se débloquer semble pour le moment illusoire. Les négociateurs attendent la réponse du Hamas sur les propositions de trêve qu'ils ont élaborées. Les Etats-Unis, par la voix de leur secrétaire d'Etat, Anthony Blinken, étaient déterminés à ce qu'un accord soit conclu entre les deux parties belligérantes. Mais on sent encore une hésitation du côté des dirigeants palestiniens qui exigent un cessez-le-feu permanent et un retrait des forces de l'Etat hébreu de la bande de Gaza.

## Proche-Orient : une trêve difficile à négocier

Israël et le Hamas ont chacun avancé dans la négociation. L'accord proposé par les négociateurs du Caire prévoit une trêve et la libération des trente-trois otages israéliens. Cette libération doit se faire en échange de celle de plusieurs prisonniers palestiniens. Cependant, la réponse du Hamas se fait attendre. Un de ses dirigeants affirme qu'elle se

fera de manière précise et claire dans très peu de temps. « Le Hamas est ouvert à toutes initiatives pour mettre fin à la guerre, mais sous certaines conditions ». Le secrétaire d'état américain, Anthony Blinken, a mis tout le poids des Etats-Unis dans la balance. Il était en Israël et a rencontré Benjamin Netanyahu. Il a affirmé que l'accord devait se faire et « la seule raison pour que cela n'ait pas lieu, c'est le Hamas ». Néanmoins, il n'a pas mentionné les déclarations du Premier ministre israélien qui disait sa détermination à mener son offensive militaire à Rafah avec ou sans l'appui des Américains. Le Secrétaire général de l'ONU a réitéré son opposition à cette opération qu'il veut mener. Le chef de la diplomatie égyptienne, qui dirige les négociations au Caire, a souligné la nécessité d'une véritable flexibilité de la part des deux parties pour parvenir à cet accord de trêve réclamé par tous. Hier soir, on en était là. La situation se déboulera peut-être dans les heures à venir.

# Import / Export: une avancée majeure vers la digitalisation

LUC ANDRIANIAINA | LES NOUVELLES | 02 MAI 2024

Occupant respectivement la 135e et 134e place sur 195 pays en matière d'exportation et d'importation, le commerce joue un rôle majeur dans l'économie malgache, comme le souligne l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Dans cette optique, des mesures ont été prises pour soutenir les importateurs et exportateurs malgaches en simplifiant leurs démarches. Désormais, toutes les étapes des procédures sont accessibles en ligne grâce à la mise en place du Portail d'Informations Commerciales de Madagascar (PICM), plateforme officielle lancée mardi dernier à l'hôtel Carlton Anosy. Le site web PICM est un outil du gouvernement

malgache pour la facilitation des échanges commerciaux. D'autant plus que le commerce extérieur représente 48,62% de son PIB, selon les données de la Banque mondiale. «L'obtention des agréments sur la vanille, le girofle et tous les produits d'export posent souvent problèmes. Le PICM en est la solution» a indiqué le ministre de l'Industrialisation et du commerce, Edgard Razafindravahy. Par ailleurs, c'est également un outil de lutte contre la corruption, «un service en ligne, aucun déplacement nécessaire, ce qui réduit considérablement les risques de corruption» a rajouté le ministre.

# Portail d'Informations Commerciales : Un outil pour l'obtention d'agrément ou de licence en transparence

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 02 MAI 2024

**Le ministère de l'Industrialisation et du Commerce, en collaboration avec le Comité national de la facilitation des échanges, a lancé mardi dernier le Portail d'Informations Commerciales de Madagascar (PICM), avec l'appui de la Banque africaine de développement et de l'Union européenne.**

Il s'agit d'un outil du gouvernement à la disposition du grand public pour la facilitation du commerce aussi bien intérieur qu'extérieur. Chaque acteur peut ainsi accéder aux différentes informations et guides pratiques permettant d'optimiser ses activités commerciales et industrielles. On peut citer, entre autres, les réglementations nationales qui régissent le commerce et son environnement, les analyses et statistiques liées au commerce ainsi que les procédures étape par étape sur toutes les opérations d'exportation ou d'importation ou de transit. Le grand public peut également accéder aux informations liées à la quantité et au volume de chaque produit exporté ou importé par Madagascar ou bien d'autres produits mis en vente sur le marché local. Coût à payer. Les cibles de ce portail d'informations commerciales sont les agriculteurs, les producteurs, les coopératives, les Micros, Petites et Moyennes Entreprises (MPME), les commerçants, les opérateurs économiques, les décideurs, l'administration, les universitaires, les chercheurs et le grand public. Nombreux sont les avantages tirés de l'exploitation de cet outil numérique. Il s'agit entre autres, d'un gain de temps et d'argent pour le traitement des affaires commerciales, de la rapidité des transactions et de la prise de décision par l'ensemble des acteurs, de la

promotion de l'entrepreneuriat, d'un soutien aux MPME, de la bonne gouvernance et la transparence afin de lutter contre la corruption. En effet, « ce PICM permettra à tout acteur d'entamer des procédures en ligne de demande d'agrément d'exportation d'un produit comme la vanille ou le girofle ou bien de licence d'exploitation d'une unité de transformation suite à un appel à projet lancé dans le cadre d'un ODOF (One District, One Factory). Il n'a nullement besoin d'aller au bureau du ministère, ni de rencontrer un responsable voire le ministre, car l'obtention de cet agrément ou de cette licence se fait en ligne, et ce, en toute transparence. Tous les coûts à payer y sont en même temps indiqués », a fait savoir le ministre de tutelle, Edgar Razafindravahy.

## Exportation de l'or.

Et lui d'ajouter que tous les prix des produits écoulés sur le marché y sont affichés ainsi que la situation d'importation, surtout le riz. Les différentes matières premières disponibles dans tout Madagascar et qui peuvent être transformées, y sont également exposées. « On peut même présenter sur ce portail les statistiques d'exportation de l'or ou de commerce local de bovidés », a-t-il enchaîné. Pour sa part, le Représentant de la BAD a soulevé que cet outil numérique est important pour faciliter les échanges commerciaux et améliorer le climat des affaires à Madagascar. « Un financement de 1,13 million d'Unité de Compte a été mobilisé, pour ce faire. En revanche, la prise en charge effective de l'opérationnalisation, du fonctionnement, de la gestion et de la pérennisation de ce portail est exigée de la part de l'Etat », a-t-il conclu.

## Commerce extérieur: la conquête du marché canadien se poursuit

ARH. | LES NOUVELLES | 02 MAI 2024

**Seize entreprises malgaches partent conquérir le marché canadien à travers la 5e Mission économique et commerciale au Canada (MECC 2024), lancée par la Chambre de commerce et de coopération Canada - Madagascar (CanCham Madagascar) mardi dernier. Cette mission s'exécutera du 6 au 20 mai au Canada.**

L'événement, organisé en partenariat avec le Trade Foreign Office (TFO) Canada et le Projet de transformation économique pour une croissance inclusive financé par la Banque mondiale, cherche à dynamiser les échanges commerciaux entre Madagascar et le Canada, en mettant l'accent sur les exportations et les investissements canadiens à Madagascar. La mission s'engage également à promouvoir les produits et services malgaches sur le marché canadien et international, en mettant en avant le label «Vita Malagasy». Parmi ces 16 entreprises, 11 prendront également part au Salon international de l'agroalimentaire (SIAL) à Montréal du 15 au 17 mai. Bénéficiant du soutien des ministères malgaches de l'Industrie, du commerce (MIC), de l'Agriculture et de l'élevage (Minae), des Affaires étrangères (MAE) ainsi que de l'Economic development board of Madagascar (EDBM), la MECC favorise le

réseautage entre les entreprises malgaches, la diaspora et les entreprises canadiennes. B2B et B2C Les activités de la MECC 2024 incluront des rencontres B2B et B2C ainsi que des visites d'entreprises. Les secteurs d'intérêt comprennent l'agribusiness, l'artisanat, les Tic, l'outsourcing, ainsi que la formation et l'assurance aux petits producteurs et artisans. Selon la présidente de la CanCham, Haingo Randrianarivony, «investir sur le marché canadien, dans un contexte économique international difficile, demande persévérance et audace, avec une demande croissante pour les produits malgaches, notamment bio, tels que la vanille, les huiles essentielles et le cacao». Les retombées de la MECC sont palpables, comme le confirme Haingo Randrianarivony en indiquant «des contrats d'une valeur de 5 millions de dollars conclus l'année dernière». Pour les entrepreneurs comme Olivia Vanontsara de la société Agri Export, «La mission représente une opportunité de conclure des partenariats avec des hommes d'affaires étrangers». «Conquérir le marché canadien est un travail de longue haleine, mais Madagascar dispose de nombreux atouts pour réussir sur ce marché dynamique», déclare Haingo Randrianarivony.

## Crise infrastructurale: les opérateurs touristiques tirent la sonnette d'alarme

ARH. | LES NOUVELLES | 02 MAI 2024

Les opérateurs de ce secteur expriment leur profonde inquiétude face à la dégradation alarmante des infrastructures dans le pays. « Des vols annulés et des routes nationales presque impraticables pour accueillir la haute saison », a déclaré Bodomanana Rasolohery, présidente de l'association nationale des guides (ANG). « Les clients se plaignent auprès de nos guides quant aux annulations des vols ». Face à l'indisponibilité des transports aériens, les opérateurs proposent des alternatives telles que les voitures. Toutefois, l'état déplorable des routes nationales dissuade également les touristes de recourir à cette

option. Une alerte a déjà été lancée par la confédération du tourisme « pour attirer plus de touristes et permettre le développement durable du secteur, la destination doit prioriser urgemment l'amélioration de sa desserte aérienne et la réhabilitation de ses axes » a-t-elle indiqué. Pourtant, Madagascar est une destination de choix et réputée auprès des étrangers, à titre d'exemple, le magazine Outside a sélectionné la Grande île parmi les 23 meilleurs endroits où voyager en 2024. De plus, le pays a été nominé dans huit catégories dans le World Travel Awards 2024.

## Exploitations minières: le projet Taratra pour la gestion transparente des ressources naturelles

ARH. | LES NOUVELLES | 02 MAI 2024

**Le projet Taratra, initié par la Conférence des évêques catholiques de Madagascar, se poursuit avec succès, continuant à stimuler des débats constructifs au sein des communautés locales sur les projets d'extraction de ressources naturelles dans la région Atsimo Andrefana. Après des sessions dans les communes rurales de Benetsy et Belalanda, les conférences-débats se sont déroulées récemment à Ranobe et Tsiafanoka, deux des communes hôtes du projet Base Toliara.**

En marge de ces conférences-débats, les habitants de ces deux localités ont effectivement eu l'occasion d'explorer les implications et les opportunités liées à ces projets d'exploitations minières. A Ranobe, l'atmosphère de dialogue et d'échange a prévalu, permettant aux participants de comprendre les enjeux autour de l'exploitation des ressources naturelles et de la gouvernance locale. Des représentants de la direction des Mines et de la commission Justice et Paix ont abordé la nécessité d'une gestion transparente pour garantir des retombées positives pour la population. Parmi les points saillants, la question des droits fonciers et humains a été largement débattue. Les participants ont exprimé leur reconnaissance pour la sensibilisation, tout en suscitant un intérêt sur les droits humains et fonciers, en particulier la régularisation foncière pour une juste compensation. A Tsiafanoka, l'engagement des habitants a marqué la conférence-débat. Les interventions ont permis de dissiper les ambiguïtés

entourant les projets minières et ont fait valoir l'urgence de protéger les droits des populations autochtones face aux pressions exercées parfois par des intérêts extérieurs. Les habitants ont insisté sur la nécessité d'une collaboration efficace entre l'Etat, les communautés locales ainsi que les autorités locales pour maximiser les retombées des projets minières.

### Unité communautaire

Les témoignages des participants à ces conférences-débats ont visiblement prouvé l'impact positif que peut engendrer ce genre d'échanges. A Ranobe, les habitants ont exprimé leur espoir de voir émerger de nouvelles infrastructures, telles qu'un centre médical et une église. Les habitants de la communauté de Tsiafanoka, pour leur part, ont souhaité pouvoir bénéficier des ristournes minières dues à la communauté. A ces sujets, le coordinateur du projet Taratra, Emmanuel Ralahy, a néanmoins souligné « le maintien de l'unité communautaire dans la recherche de l'intérêt général, tout en prônant la neutralité et le dialogue constructif comme pierres angulaires du processus ». Bien que la sensibilisation progresse, le projet Taratra reconnaît l'importance de maintenir un dialogue ouvert et inclusif, où la diversité des opinions est respectée. Dans cette optique, le projet envisage de poursuivre ses interventions dans d'autres localités de la région. Cette initiative ambitionne de garantir le fait que tous les membres de la communauté sont informés et impliqués dans les décisions qui les concernent directement.

## INTERNATIONAL TOURISM FAIR 2024 : Opération de charme vers l'Afrique

ITAMARA RANDRIAMAMONJY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 03 MAI 2024

**La dixième édition du salon international du tourisme se tiendra du 20 au 23 juin prochains au Centre de conférence internationale Ivato. La Côte d'Ivoire sera le pays invité d'honneur pour ce salon deux en un. La raison à ce choix est que la Grande île compte exploiter le marché africain.**

Discuter business et potentialités en termes de tourisme. C'est la toile de fond de la dixième édition du Salon international du tourisme (ITM) et de la première édition de celui de l'artisanat (IHM). Lors de ce salon deux en un, qui se tiendra du 20 au 23 juin prochains, au Centre de conférence

internationale Ivato, ce sera la Côte d'Ivoire qui sera le pays invité d'honneur lors de l'événement. À en croire l'Office national du tourisme, ONTM, « une délégation ivoirienne composée d'opérateurs touristiques et d'artistes occupera un espace qui leur sera dédié à l'occasion de ce salon ». En dehors du folklore culturel qui sera présenté par cette délégation ivoirienne, l'ITM sera également l'occasion de discuter d'opportunités de développement du tourisme entre les opérateurs touristiques des deux pays. La Grande île lorgne sur le potentiel touristique ivoirien. En y voyant même une manne pour le secteur en pleine relance. Joël



Randriamandranto, ministre du Tourisme et de l'Artisanat, avait expliqué hier que ce choix n'était pas fortuit.

### Nouvelles voies

« Cette année, nous avons pour objectif d'attirer de nombreux touristes africains à visiter notre pays. Les Ivoiriens ne viennent pas seulement faire connaître leur pays. Ils viennent aussi avec une délégation d'entrepreneurs pour échanger avec nos professionnels du tourisme. Cela est fait pour qu'il y ait une convention en vue d'une coopération qui soit signée au terme du salon entre les opérateurs des deux pays », explique-t-il. Un regard judicieux porté sur le marché africain et le potentiel de l'Afrique de l'Ouest en général.

Depuis quelques mois, les autorités ont tracé de nouvelles voies, développant des partenariats en Europe de l'Est et en Inde. Ce sera la Côte d'Ivoire qui sera le troisième pays avec lequel Madagascar entend collaborer dans le domaine du tourisme. « Ces différents marchés sont exploités car il y a plus de liaisons aériennes qui permettent de faciliter l'accès à ces continents. D'où tout l'intérêt de développer des partenariats fructueux avec eux », avait alors expliqué le ministre du Tourisme. Les opportunités se créent avec les contacts fréquents entre opérateurs. C'est la raison pour laquelle l'échange entre professionnels est continuellement mis en avant. Avec les partenaires tous azimuts, tant dans le domaine de l'hôtellerie, de la restauration, du tourisme et également des médias, la 10e édition de l'ITM et la première édition de l'IHM seront les rendez-vous incontournables pour les professionnels de ces secteurs. Le salon se jouera également à la célébration du vingtième anniversaire de l'ONTM. Plus de six cents professionnels du tourisme et de l'artisanat se réuniront au CCI Ivato le temps de quatre jours. Neuf tour-opérateurs spécialisés dans le tourisme local seront au rendez-vous pour promouvoir le tourisme national, avec des offres dédiées à la découverte d'Antananarivo. Elles seront proposées aux touristes provenant des quatre coins de l'île.

## Centrale hydroélectrique : L'autonomie énergétique concrétisée à Behenjy

GARRY FABRICE RANAIVOSON. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 03 MAI 2024

**Résultat d'un partenariat public-privé, une nouvelle centrale hydroélectrique booste l'approvisionnement en électricité des Fokontany de Behenjy. Elle vient également en renfort au réseau interconnecté d'Antananarivo.**

Sept cents. C'est le nombre de ménages qui bénéficient directement de l'énergie produite par la nouvelle centrale hydroélectrique située à Amboasary, dans la commune rurale de Behenjy. Les localités rurales de la commune de Behenjy sortent littéralement de l'obscurité. Les habitants du Fokontany d'Amboasary, niché au milieu des collines et où se trouve le site d'Amboasary, sont les premiers bénéficiaires directs de l'électricité produite par la nouvelle centrale. Il en est de même pour ceux du Fokontany de Morarano, en contrebas. Les deux localités abritent en effet la centrale hydroélectrique et le barrage installé sur la rivière Andromba. Hier, Andry Rajoelina, président de la République, a inauguré la nouvelle centrale hydroélectrique. Construite par le groupe GAMO/MADO, ce site, baptisé HydroMado, est le fruit d'un partenariat public-privé (3P). D'un point de vue technique, il est alimenté par les eaux captées par le barrage érigé sur la rivière Andromba. L'eau est acheminée par un conduit, dont une partie est enfouie sous la Route nationale numéro 7 (RN7), jusqu'à une hauteur de 28 mètres. C'est la pression de la chute d'eau artificielle qui fait tourner les deux turbines. « L'eau est ensuite restituée à la rivière Andromba, ce qui confère à cette centrale le statut d'énergie renouvelable », précise Madé Razafintsalama, président-directeur général (PDG) du groupe GAMO/MADO. « La centrale affiche une puissance installée de 1,4 mégawatt et génère 900 000 kilowattheures d'électricité par mois », complète Olivier Jean-Baptiste, ministre de l'Énergie et des Hydrocarbures. À la base, le site d'Amboasary est destiné, en partie, à approvisionner en énergie l'usine d'embouteillage d'eau



minérale Sainfo. Elle fait justement partie du groupe GAMO/MADO. En contrepartie, elle fournit de l'électricité à « un tarif abordable » aux localités de la commune rurale de Behenjy et ses environs. Un accent est mis sur l'électrification des écoles et des centres de santé. Le ministre Jean-Baptiste confirme, par ailleurs, qu'une partie de la production de cette nouvelle centrale hydroélectrique est injectée dans le réseau interconnecté d'Antananarivo. Une deuxième phase est, par ailleurs, prévue afin d'ajouter 700 kilowattheures à la puissance installée de la centrale d'Amboasary. Pour sa part, l'État compte faciliter l'accès au réseau d'électricité domestique de la Jirama des ménages de Behenjy, avec le projet « Branchement Mora ». Ils n'auront ainsi qu'à payer 30 000 ariary pour cela. L'installation des poteaux et du câble électrique est prise en charge par l'État.

### Priorité

Sur le plan politique, la mise en marche de la centrale d'Amboasary, à Behenjy, est la matérialisation de la volonté de l'État d'accélérer la transition vers l'énergie renouvelable. Selon Andry Rajoelina, le basculement vers l'énergie renouvelable est « la priorité » de son second mandat. Le locataire d'Iavoloha affirme ainsi que sa présence à la

cérémonie d'hier est pour "souligner l'importance de la production d'énergie renouvelable". À l'entendre, il est urgent d'en finir avec l'utilisation des centrales thermiques qui produisent 90 % de l'électricité dans le pays. Outre la vétusté des équipements thermiques et l'insuffisance de la production, il y a aussi la charge financière qu'elles impliquent. Il parle d'une dépense annuelle de 1 200 milliards d'ariary pour faire tourner les centrales thermiques. Outre alléger considérablement les charges pour la Jirama et l'État, le basculement vers l'énergie renouvelable devrait également permettre de baisser les coûts pour les usagers. "Nous avons toutes les ressources naturelles nécessaires pour produire de l'énergie renouvelable", soutient le président de la République, citant le soleil, l'eau et le vent. Le Président prend comme exemple le projet d'installation de centrales solaires pour quarante-sept districts d'ici la fin de l'année. Il met également l'accent sur la distribution des kits solaires n'étant pas connectés au réseau d'électricité domestique de la Jirama. "C'est un projet qui me tient à cœur", affirme-t-il. L'idée est d'en finir avec l'utilisation des bougies et du pétrole lampant, ce qui devrait impliquer

moins de coûts pour les ménages, mais aussi pour l'État qui subventionne le prix à la pompe du pétrole. Il y a également un impact positif sur la santé publique. Par la voix du Président, l'État encourage aussi l'engagement du secteur privé afin d'accélérer la marche vers l'énergie renouvelable. "La première raison de ma présence ici est pour encourager les entreprises privées à investir dans l'énergie renouvelable", déclare Andry Rajoelina. "Il est tout à fait faisable de prendre directement part au développement du pays avec des actions et des projets alignés à la vision étatique. J'encourage ainsi le secteur privé à travailler de concert avec l'État pour le développement du pays", ajoute-t-il. Outre la centrale HydroMado, la centrale solaire d'Ehoala, à Tolagnaro, inaugurée samedi, a également été mise en avant hier. Initié par la société Rio Tinto - QMM, il s'agit d'un autre exemple de partenariat public-privé réussi dans le domaine de l'énergie renouvelable selon le Chef de l'État. Un partenariat qui sera élargi avec la construction du premier parc éolien du pays, prévu d'être opérationnel au début de l'année 2025.

## Niches d'exportation : Des entreprises en mission au Canada

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 03 MAI 2024

Un agenda chargé est prévu pour les seize entreprises qui partent pour une Mission économique et commerciale au Canada (MECC). Elle est prévue pour une durée de quatorze jours, du 6 au 20 mai prochains. Cette cinquième MECC sera l'occasion, une fois de plus, de promouvoir les produits et services de la Grande île sur le marché canadien, et à l'international.



C'est d'ailleurs la mission qui a été assignée à ces entreprises. Augmenter les partenariats et promouvoir les exportations malgaches vers le Canada, d'une part, et, d'autre part, capter de potentiels investissements canadiens dans différents domaines. Mardi, le lancement

officiel de cette mission s'est tenu au Centell Antanimena. Des rencontres B2B et B2C seront au rendez-vous, et des visites d'entreprises seront également au programme. Pour ces entreprises opérant dans divers secteurs, allant de l'agroalimentaire aux fournisseurs d'assurance pour les PME, l'enjeu de cette mission réside également dans le fait de pouvoir participer en tant qu'exposants lors du Salon international de l'agroalimentaire (SIAL). C'est l'occasion rêvée de réaliser de bonnes affaires, sachant que ce salon regroupe en un seul lieu une multitude d'acheteurs du monde entier. Onze d'entre elles y participeront. Des entreprises envisagent d'ailleurs d'améliorer leurs produits pour pouvoir satisfaire la demande, de plus en plus importante, au sein du marché canadien. C'est ce qu'explique la présidente de la Chambre de commerce et de coopération Canada-Madagascar, Haingo Randrianarivony. « Le défi réside actuellement dans le fait que nous puissions satisfaire les demandes croissantes du marché canadien. Néanmoins, une amélioration de la capacité de production et donc plus d'investissements sont requis pour avancer dans ce sens », a-t-elle expliqué, mardi, en marge de la présentation de cette 5e édition de la MECC. Les entrepreneurs malgaches ne sont plus à leur coup d'essai en ce qui concerne les missions économiques au Canada. La quatrième MECC, entreprise l'année dernière, avait déjà montré des résultats probants.

## Appui à l'entrepreneuriat : Mizunami Africa et NextA lancent un concours d'innovation pour les jeunes

R. EDMOND | MIDI MADAGASCAR | 03 MAI 2024

**Après la NINJA Cup qui a connu beaucoup de succès en 2023, la fondation nipponne Mizunami Africa lance un nouveau concours d'innovation destiné aux très petites entreprises (TPE) et aux petites et moyennes entreprises (PME) malgaches.**

Selon ce qui a été dit hier au cours d'une conférence de presse de présentation, le concours d'innovation Mizunami Africa vise à catalyser le développement économique

et social de Madagascar en stimulant l'innovation. Développement durable. Le concours est ouvert à des startups qui devront mettre en avant des initiatives innovantes et à fort impact. Les projets à présenter doivent par ailleurs favoriser la création d'emplois et s'inscrire dans une perspective de développement durable. Une aubaine en tout cas pour les jeunes créateurs puisque la participation au concours donnera la voie à une possibilité de développer

leur projet avec des appuis financiers et techniques. Les gagnants au concours pourront, en effet, décrocher des prix. En effet, « pour soutenir les jeunes entreprises, la Fondation Mizunami Africa offrira un financement à hauteur de 30 millions d'ariary à chacune des trois startups gagnantes. En plus de cela, les gagnants bénéficieront d'un accompagnement personnalisé et de l'expertise reconnue de NextA pendant 6 mois, dès la fin du concours ». Grâce à ce programme d'accompagnement, les gagnants auront la possibilité de rejoindre un réseau de professionnels. Les startups gagnantes auront ainsi l'opportunité de se former et de s'offrir de nombreuses opportunités pour assurer un succès pérenne de leur entreprise.

### 3 gagnantes

Les inscriptions au concours sont ouvertes depuis hier et ne se clôtureront que le 31 mai prochain à 23h59. Les dossiers et modalités du concours sont disponibles sur les pages Facebook et LinkedIn de NextA. À partir du 1er juin, une présélection sera faite par un jury constitué de membres de la Fondation Mizunami Africa et de NextA. Les présélectionnés passeront par la suite par un entretien. À l'issue duquel les finalistes seront désignés et annoncés le 27 juin 2024. Ce ne sera qu'après le pitch final qui aura lieu



le 1er août que les 3 startups gagnantes seront connues. Notons que Mizunami Africa Foundation est une organisation à but non lucratif qui a été créée à Tokyo, au Japon en 2022 par Satoru Mizunami. Un entrepreneur spécialiste en services financiers. La Fondation a, entre autres, pour ambition de devenir le pont entre le Japon et les pays africains. Depuis sa création, elle s'est engagée à assister de jeunes startups malgaches. Un engagement qui prend enfin forme. Pour le grand bonheur des jeunes initiateurs !

## Apiculture : Une miellerie moderne à Belo Tsiribihina

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 03 MAI 2024

Exporter leurs productions ! Tel est l'objectif des apiculteurs à Belo Tsiribihina, dans la région Menabe. En effet, la production de miel gagne du terrain sur cette zone. Malheureusement, la qualité des produits des paysans est handicapée par leur méthode de traitement traditionnelle. Cette semaine, ce district de Belo Tsiribihina a franchi une étape cruciale dans le développement de son secteur apicole avec l'arrivée, le 30 avril dernier, d'une machine de traitement de miel. Cette avancée s'inscrit dans le cadre du programme ODOF (One district One factory), selon le Ministère de l'Industrialisation et du Commerce (MIC), visant à dynamiser l'économie locale. La mise en place d'une miellerie, qui servira de pépinière industrielle, devrait intensifier l'apiculture dans cette région déjà en

plein essor. Malgré sa situation éloignée, Belo Tsiribihina regorge de potentiel économique, attirant de plus en plus d'apiculteurs dans la région. Les autorités locales mettent en avant l'importance de la protection de l'environnement et de la préservation de la biodiversité dans les projets de développement de la région Menabe. Cette nouvelle infrastructure s'inscrit donc dans une démarche plus large de développement durable. Les paysans, quant à eux, se montrent optimistes quant aux retombées économiques de cette initiative. En effet, l'arrivée de cette miellerie moderne promet d'ouvrir de nouvelles perspectives pour les producteurs locaux. Après la remise de la machine à Belo Tsiribihina, un appel à projets est prévu pour démarrer cette industrie locale.

## Filière vanille: près de 200.000 ariary pour devenir exportateur

LUC ANDRINIAINA. | LES NOUVELLES | 03 MAI 2024

Madagascar, connu comme une île vanille, est un des plus grands producteurs et exportateurs de cette épice précieuse au monde. En avril, le pays a exporté plus de 1.550 tonnes de vanille. Avant de se lancer dans ce secteur florissant, la création d'une entreprise d'exportation de vanille à Madagascar requiert un investissement initial d'environ 200.000 ariary, d'après les informations du ministère de l'Industrialisation et du commerce (MIC). Première étape, le statut qui s'élève au minimum à 10.000 ariary, soit 0,5% du capital social. Puis, le contrat de bail représente 2% du loyer pendant la durée du bail, au minimum 10.000 ariary ainsi

que le PV et la procuration à 2.000 ariary. Ensuite, l'acompte sur l'impôt synthétique coûte 16.000 ariary pour les agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, petits exploitants miniers et transporteurs utilisant des véhicules non motorisés. Sans oublier l'acompte de l'impôt sur le revenu qui est à 100.000 ariary pour les personnes imposables exerçant des activités agricoles, artisanales ou industrielles. Enfin, les frais d'immatriculation se divisent en deux catégories: l'immatriculation au registre de commerce qui est à 16.000 ariary et l'attribution de la carte statistique qui coûte à 40.000 ariary.

